

Le secteur agricole sévèrement
touché par le séisme

Une solidarité inter-haïtienne inédite

Haïti, les catastrophes
naturelles et les Caraïbes

DevHaïti[©]

Le Magazine du développement

Séisme: l'agriculture décapitalisée





**#Haïtiencouleurs
#18à25ans**

**8 septembre 2021 au
5 novembre 2021**

Pour plus d'informations
www.papyrushaiti.com



CONCOURS PHOTO₁

**#Haïtiencouleurs
#18à25ans**

8 septembre 2021 au 5 novembre 2021

Pour plus d'informations: www.papyrushaiti.com

**1er Prix
USD 750**

**2ème Prix
USD 500**

**3ème Prix
USD 250**

**+ Une session d'échanges avec
Mélanie Yates Photographe - Vidéographe**



Une production:



AHJEDD
Association Haïtienne de Journalistes
Économiques pour le Développement Durable



Ont contribué à ce numéro:

**Acnel LAURENT, Milo MILFORT, Melissa PHILIDOR, Hansy MARS, Johnny JOSEPH, Kesner PHAREL,
Patrick SAINT-PRÉ, Dieudonné JOACHIM, Claudine ANDRÉ, Bélonny BIEN-AIMÉ.**

N'oublions pas le Grand Sud!

Plus d'un mois après le tremblement de terre du 14 août 2021, l'élan de solidarité envers le Grand Sud, manifesté au lendemain du sinistre, est en train de s'estomper. Noyé dans le concert bruyant et assourdissant de l'actualité politique, dominée en grande partie par l'insécurité qui fait rage et l'incapacité des acteurs politiques à signer un accord de sortie de crise.

Le gouvernement ainsi que la communauté internationale semblent délaisser le chevet de la population du Grand Sud pour se consacrer à la mission quasi-impossible de mettre autour d'une même table les intérêts politiques divergents en vue d'adresser d'un commun accord les principaux défis auxquels fait face le pays, à savoir mettre fin à l'instabilité politique, organiser les élections générales, etc.

Les sinistrés de la péninsule du Sud deviennent de plus en plus inaudibles. Les feux des projecteurs se retirent petit à petit sur les zones dévastées par le séisme. La phase de l'urgence étant arrivée à son terme, la couverture médiatique se fait de plus en plus rare. Très bientôt, les riverains des localités des trois départements touchés (Nippes, Sud et Grand'Anse) risquent d'être absents des débats. À moins qu'ils ne fassent pression sur qui de droit pour se faire entendre...

Les besoins, les revendications ne sont pas moins prioritaires. L'urgente nécessité d'un plan de relèvement, secteur par secteur, se fait de plus en plus sentir. À l'intérieur de ce numéro, nous publions un article qui dresse un état des lieux du secteur agricole sévèrement impacté par le séisme dans les trois départements susmentionnés. Ce travail de recensement est l'œuvre de AYITIKA, une entreprise «citoyenne» engagée dans le développement de la filière du cacao dans le Grand Sud.

Dans son rapport d'évaluation des dégâts, AYITIKA effectue également un ensemble de recommandations qui visent notamment la recapitalisation des

exploitants agricoles. La démarche est d'autant plus pertinente qu'elle provient d'une entreprise locale connaissant assez bien le secteur agricole, ses besoins ainsi que ses défis. Nous encourageons vivement ce type d'entreprise. Il est extrêmement important que chaque acteur parle au nom du secteur dans lequel il évolue afin d'éviter toute cacophonie ou duplication et des solutions toutes faites.

Le plan de relèvement post-séisme du Grand Sud étant, à date, inconnu du grand public, impossible de dire avec exactitude quelle part y est consacré à l'accompagnement du secteur agricole. Nous ne manquerons pas de suivre avec grand intérêt ce dossier et de réclamer le cas échéant des mesures d'accompagnement pour les agriculteurs décapitalisés. L'agriculture reste et demeure un secteur d'activité économique pourvoyeur d'emplois apte à jouer un rôle important dans l'équilibre des prix sur le marché local et à faire pencher en notre faveur la balance des paiements.

Dans un autre domaine, le dernier lundi du mois de septembre, à l'occasion de la Journée mondiale du Tourisme, le Premier ministre, Ariel Henry, a présidé une cérémonie commémorative au cours de laquelle il a invité les acteurs du secteur à réfléchir et à œuvrer pour un tourisme durable en Haïti. Cette réflexion doit prendre en compte toute la chaîne de valeur et ne doit pas seulement se résumer à l'hébergement et aux offres de loisirs.

La situation délétère qui prévaut actuellement à travers le pays a mis à mort les activités touristiques, pour un long moment il nous semble. Ce qui nous laisse assez de temps pour cogiter sur comment nourrir chaque potentiel touriste de passage dans le pays dans une perspective d'autosuffisance alimentaire, et pour mettre en place les politiques publiques idoines et surtout consentir les investissements nécessaires. Un vaste chantier qui s'apparente aux douze travaux d'Hercule.

La Route Cayes-Jérémie

Mi-Septembre 2021



Le secteur agricole sévèrement touché par le séisme

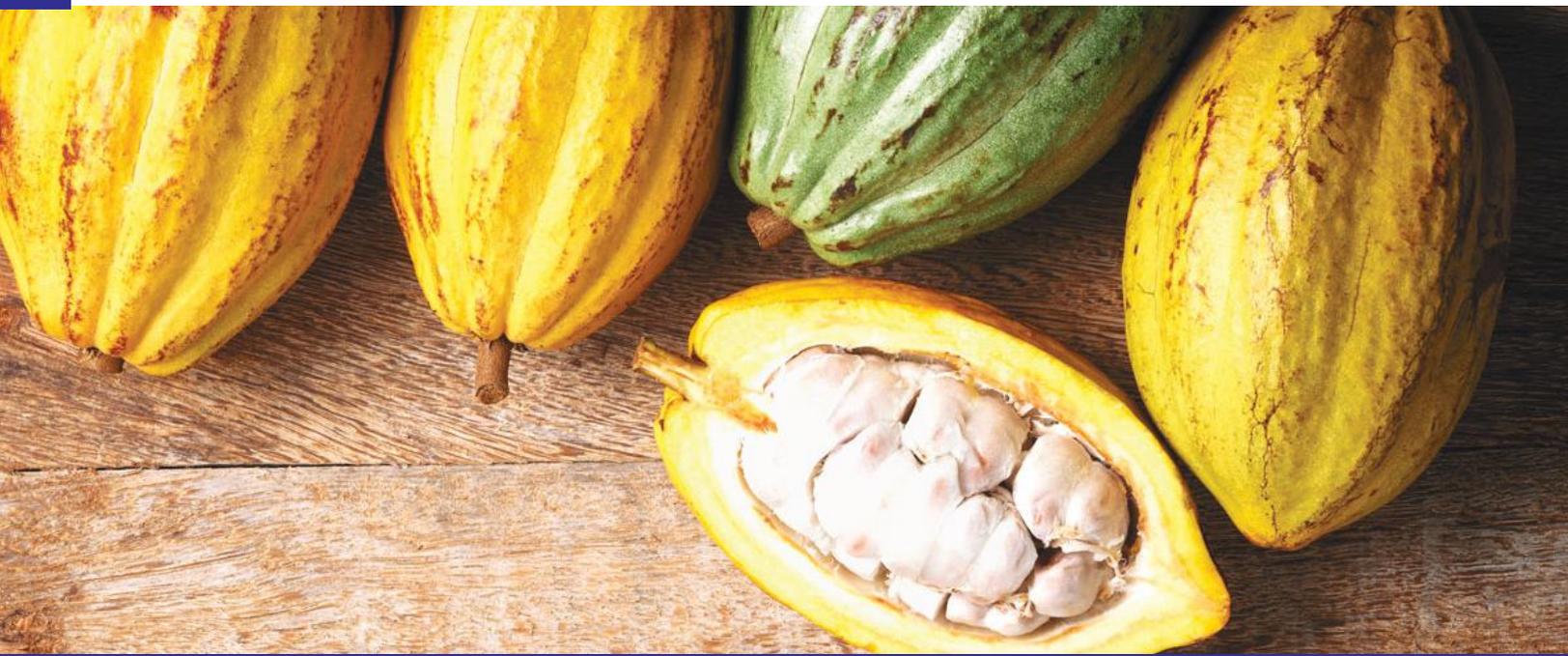


Photo crédit: challengesnews.com

À la suite du séisme, AYITIKA – une entreprise «citoyenne» de production et de services, engagée dans le développement de la chaîne de valeur cacao d’Haïti – a très rapidement réagi pour recenser les victimes et évaluer le plus précisément possible les dégâts et pertes au sein des communautés rurales dans les départements du Sud, du Sud-est et des Nippes avec lesquelles travaillent l’entreprise.

Des parcelles détruites ou affectées

Au niveau des parcelles agricoles, les dégâts s’observent essentiellement dans les parcelles situées en haute altitude. Cela concerne prioritairement les zones les plus reculées de la 4^{ème} section de Torbeck (Gracia, Lamarre, Laurant, Gros morne). Au niveau de la 3^e section de Torbeck, les dégâts sont également très impressionnants par certains endroits dus à des glissements de terrain (localités de Deronsray, Terre rouge, Vivien, Toro). La 2^e section de Camp-Perrin, bien qu’en moindre altitude mais marquée par un relief très accidenté,

Une quarantaine de personnes composée de techniciens de l’entreprise et des jeunes volontaires des communautés ont été mobilisés durant les deux semaines ayant suivi le tremblement de terre par l’entreprise qui intervient sur l’intégralité de la filière allant de la recherche sur les systèmes cacaoyers jusqu’à la commercialisation du cacao fermenté et du chocolat.

est également très fortement impactée, et ce de manière quasi uniforme.

Ces dégâts ont détruit des jardins entiers ou en partie et ont causé des pertes très importantes au niveau des cultures, notamment des tubercules (igname, manioc, patate douce, mazonbelle) et des cultures maraichères (poireaux, carottes, persil, choux). Dans une moindre mesure, les cultures de pois Congo ont également été impactées.

Dans plusieurs localités de Camp-Perrin (Nazaire, Picot, Saut-Mathurine) plusieurs parcelles agroforestières à base de cacao appartenant à des producteurs partenaires de AYITIKA ont subi quelques dommages, avec la chute d'arbres de couverture. On constate aussi des aménagements ou des structures de protection antiérosive détruites.

AYITIKA collabore aujourd'hui avec environ 1500 producteurs- productrices partenaires, exploitant 400 ha de jardins créoles de cacao rigoureusement et écologiquement valorisés. Ces producteurs sont regroupés au sein d'une association locale RASIN, avec laquelle l'entreprise détient un partenariat stratégique pour une rétribution équitable des richesses créées au niveau de la chaîne de valeur cacao et aussi contribuer au renforcement de la résilience des communautés.

Dans le cadre de cette évaluation, 59% des personnes enquêtées ont déclaré des pertes au niveau de leurs parcelles agricoles (d'une nature quelconque). Au-delà des pertes dues à la destruction des cultures, la perte en termes de capital foncier est également très préjudiciable. Si

on considère la superficie moyenne par parcelle exploitée par les producteurs de ces localités, on peut estimer qu'au moins 10001 ha de cultures ont été détruits ou affectés par le séisme. En termes de valeur monétaire, ces pertes pour ces familles sont estimées à plus de 400 000 USD si on considère la productivité moyenne/an d'un hectare de terre au niveau de ces zones de montagnes.

Les prochains mois (septembre à décembre) constituent habituellement des mois stratégiques en termes de récolte, notamment pour l'igname (à partir d'octobre), la patate (en septembre) et le Pois Congo (à partir de novembre/décembre). Les dégâts recensés au niveau de ces cultures agricoles représentent donc une perte économique majeure pour toutes ces familles et affecte l'offre alimentaire sur les marchés régionaux.

Les impacts sont déjà perceptibles sur les marchés en termes de disponibilité des denrées alimentaires. Deux semaines seulement après le séisme, on observe déjà une hausse en moyenne de 55% des prix des produits agricoles sur les marchés locaux. Les produits vivriers et les maraîchers sont les plus concernés par les fortes hausses de prix.

Des pertes significatives de bétails

Comme pour les pertes humaines, les pertes de bétail ont surtout été recensées dans les zones d'altitude et accidentées, dues aux glissements de terrain. 49% des personnes enquêtées ont déclaré avoir perdu au moins un animal. En additionnant toutes les espèces les pertes totales sont de 10 722 têtes de bétail. Les espèces les plus touchées sont

par ordre décroissant les caprins, les bovins et les ovins.

Lorsqu'on considère les prix moyens des différentes espèces sur les marchés locaux, les pertes au niveau de l'élevage peuvent être estimées à plus de 1 300 000 USD.

La recapitalisation des exploitations agricoles

Les impacts du séisme sur les parcelles viennent de montrer davantage le degré de vulnérabilité des exploitations agricoles familiales entrées depuis longtemps dans un processus vicieux de décapitalisation. Ces familles déjà victimes de

Matthew, cinq ans plus tôt, n'ont plus de ressources pour rebondir seules, comme c'est généralement le cas lors des différentes crises ayant secoué le pays. Comme souligné, les nombreuses pertes enregistrées au niveau des parcelles vont affecter la

sécurité alimentaire des familles rurales et leurs économies déjà précaires. On est aujourd'hui en pleine préparation de la campagne d'automne. Certains agriculteurs ont même déjà commencé à semer le maïs. Parmi les principales mesures à prendre rapidement et dans le court terme:

- a) Favoriser aux agriculteurs l'accès aux semences à cycle court (maïs, haricot, riz, patate, légumes, sorgo, pois de souche, épinard, aubergine...) leur permettant de cultiver très rapidement et de mettre en valeur leurs parcelles. Une subvention directe en espèces leur permettra de couvrir une partie des coûts de la main d'œuvre nécessaire (la réhabilitation de certaines parcelles exigera une main d'œuvre importante). Ce qui permettra d'avoir une disponibilité alimentaire dans les 3 et 4 prochains mois. Un appui pour la réhabilitation des jardins créoles à base de cacao et autres parcelles agroforestières affectées serait aussi nécessaire.
- b) Fournir aux agriculteurs un appui à la reconstitution et au renforcement de leur cheptel. Des projets d'appui ont déjà été mis en place par le passé, notamment pour l'élevage

bovin et caprin, il faudra donc capitaliser sur les facteurs de réussite. Aussi, vu le rôle moteur des femmes dans l'économie rurale, il faudra rapidement leur permettre d'obtenir du crédit à des conditions et modalités de remboursement particulières pour conduire des activités de petit commerce.

- c) Poursuivre et renforcer les différents programmes d'appui au développement de l'agroforesterie (fruitiers, cacao, café, bois d'œuvre) dans la région dans une perspective de contribution à la résilience des écosystèmes et des communautés. Ces systèmes durables, par leur apport à la protection et conservation des ressources naturelles, ont un effet limitant sur les risques d'éboulement et de perte de terres arables. Aussi, par leur diversité en termes de cultures associées (vivrières, fruitières, forestières), ils offrent l'avantage de pouvoir répondre assez rapidement aux objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle à court et à long terme. Une intensification et une gestion technique et écologique adéquate des bois d'œuvre présents au niveau de ces systèmes augmenteront à terme l'offre locale de bois destinée à la construction.



Une solidarité inter-haïtienne inédite



Don de Vallue aux sinistrés de Toirac-Champlois.

Photos: Association des Paysans de Vallue

Sur les réseaux sociaux comme dans les médias traditionnels, simples citoyens, influenceurs, artistes, médecins, étudiants, parlementaires, fonctionnaires et journalistes se sont mobilisés et appelant tous et toutes à se serrer les coudes pour porter mains fortes aux victimes du séisme du 14 août 2021 qui a terrassé le Grand Sud. Dès lors, défilent sur les réseaux sociaux, des avis, flyers et affiches, des numéros de téléphone, des lieux et des espaces de collectes pour des dons de toutes sortes. C'est une manifestation de solidarité encore jamais vue de toute l'histoire contemporaine d'Haïti.

Dans une salle de classe, aux quatre coins, sont entreposés de nombreux sachets d'eau traitée, des couches pour bébés, des papiers hygiéniques, de l'huile, des sacs de riz, etc. De l'aide collectée par l'Association Entr'Aide Haïti – apportée par des Haïtiens.ennes au bénéfice de leurs compatriotes. Sur des sachets, on peut voir des écriteaux comme «vêtements pour homme», «vêtements pour enfants», etc. Nous sommes au Collège Les Normaliens Réunis situé au cœur de Port-au-Prince, un des quatre points focaux de collectes de l'Association. Au fond de la salle remplie à craquer,

des jeunes hommes et des femmes reçoivent les dons et s'attellent à les rassembler, à les trier et à composer des kits. Un véritable travail de fourmi. Entre eux, ils parlent du dernier événement et à quel point de nombreuses communautés reculées ont besoin d'aide. Ces aides sont destinées à l'Asile, commune située dans le district d'Anse-à-Veau (département des Nippes).

Un tragique séisme de 7.2 sur l'échelle de Richter a ravagé les départements de la presqu'île Sud d'Haïti dans la matinée du samedi 14 août 2021. Les premières images et éléments d'informations relatifs à la situation ont fait état de conditions inhumaines dans lesquelles sont amenées à vivre les personnes affectées. Une situation qui n'a pas laissé indifférente la coordonnatrice de Entr'Aide Haïti qui reçoit des dons en nature et en espèce. «Nous avons été bouleversés émotionnellement par ce qui s'est produit dans le Grand Sud. En tant qu'Haïtiens, il fallait faire quelque chose. D'autant plus que l'une de nos missions premières, c'est la solidarité intra-communautaire», a fait savoir Carline D. Ostiné, présidente et fondatrice de cette association pour expliquer les raisons de cet élan de solidarité.

Elan de solidarité spontanée ...

L'organisation Entr'Aide Haïti, créée lors de la première vague de Covid-19 dans le pays, a seulement 16 mois. «Une période où les gens étaient obligés de rester chez eux, sans aucune ressource. Notre organisation ne pouvait pas rester les bras croisés», soutient Mme Ostiné. Devant la situation et se souvenant de son propre désarroi lors du séisme de 2010, elle a décidé d'agir en apportant un soutien, une solidarité agissante qui ne sera jamais de trop par rapport à l'ampleur des dégâts. «Nous ne disposons pas encore d'énormes moyens financiers, nous n'avons pas de bailleurs de fonds. Toutefois, avec notre volonté, notre savoir-faire et notre crédibilité, nous avons spécialement lancé une campagne de levée de fonds grâce à GoFundMe relayé par notre page Facebook.»

Parmi les centaines de personnalités, d'organisations et d'associations portant secours aux victimes,

se trouvent Fanm Eklere et sa présidente Cottecheese Pierre. «Nous ne sommes pas encore guéris du traumatisme de janvier 2010», rappelle-t-elle. «Chacun de nous sait dans ses tripes ce que ça fait de voir tout s'écrouler autour de soi et de tout perdre. Nous sommes un peu liés par tous ces malheurs qui arrivent au pays. Et nous sommes abandonnés par les dirigeants. Nous savons qu'au fond nous ne pouvions compter que sur nous-mêmes pour aider ces sinistrés. Nos droits ont tellement été bafoués, puis abandonnés à la merci des grandes organisations nous promettant des millions. Ça blesse notre estime et nous rend vigilants. Nous sommes devenus un peuple plus attentif à nous-mêmes aussi », argue Cottecheese Pierre.

Inscrire la solidarité dans la durée ...

Les Haïtiens aiment leur pays. Nous sommes un peuple naturellement hospitalier et généreux. Malheureusement, le pays est dévasté, on a été appauvris, rappelle Mme Ostiné qui se dit heureuse de constater que des Haïtiens au pays et ceux de la diaspora se serrent les coudes pour leurs compatriotes sinistrés. «Le séisme de 2010 nous a appris à être encore plus solidaires. Si nous le voulons nous pouvons aider ce pays actuellement à genoux à se relever. Nous pouvons tirer des leçons de notre histoire et construire ensemble ce pays».

Lorsqu'on aura tous compris qu'Haïti doit devenir qu'un pays stable, riche, avec des routes, du travail, des hôpitaux, des enfants à l'école, des femmes qui ont accès aux mêmes opportunités que les hommes et des groupes sociaux pouvant évoluer sans tracas, alors ce mouvement évoluera pour devenir pérenne, explique Cottecheese Pierre. «Il faudra inscrire cet élan de solidarité dans le Grand Sud

dans la durée», renchérit Carline D. Ostiné de Entr'Aide Haïti. Toutes deux croient que les Haïtiens sont généralement solidaires – et l'ont toujours été. Cette solidarité se manifeste tous les jours dans les rues de Port-au-Prince et dans les villes de province.

Au regard des indicateurs socio-économiques qui sont alarmants, que serait devenu Haïti sans cette solidarité agissante entre les Haïtiens?, se questionne Mme Ostiné. «Les transferts d'agent de la diaspora Haïtienne vers Haïti est l'une des preuves vivantes de cette solidarité entre les Haïtiens», souligne-t-elle, critiquant le fait que nous accordons une plus grande visibilité, un plus grand écho sur les réseaux sociaux et dans les médias traditionnels à nos divisions et à nos luttes intestines. «La division est plus bruyante que la solidarité en Haïti. C'est peut être, le drame de notre époque», déplore Mme Ostiné.

Des dérives à craindre?

Des dérives, on en a connu après le séisme de 2010 ayant fait plus de 200 mille morts et 1.3 millions de sans-abri. Onze ans après, les plaies sont loin d'être cicatrisées et poussent les acteurs du mouvement solidaire inter-haïtien à se mettre sur leurs gardes. La responsable de Entr'Aide craint le détournement de l'aide, et l'établissement de camps de déplacés permanents. «C'est ce qu'il faut éviter à tout prix ainsi que les risques d'abus et d'exploitation sexuelles liés à la distribution de l'aide. Il faut un cordon de protection en vue d'accompagner les catégories les plus vulnérables de la population, dont les femmes, les personnes âgées et les enfants dans ce contexte d'urgence», préconise Mme Ostiné.

À Entr'Aide Haïti, ils disent vouloir s'engager dans la durée. Quand le focus ne sera plus mis sur le Grand Sud ou sur Haïti, quand les médias et les réseaux

sociaux vont regarder ailleurs, nous autres, nous voulons continuer avec nos activités en inscrivant nos actions dans le long terme afin d'aider les gens vulnérables à se construire un meilleur avenir, dit-elle. Même cas de figure pour Cottecheese Pierre dont les inquiétudes commencent déjà à se faire sentir. «On les craint déjà. Les profiteurs et les sans foi ni loi pour qui tout est question de profit, ils vendent déjà les kits destinés aux sinistrés. Il faut craindre la recrudescence des agressions sexuelles et des grossesses précoces, avec toutes ces femmes et filles qui dorment dans les rues. C'est à craindre. Mais le pire c'est encore un gouvernement qui ne fait rien, la solidarité et la bonne volonté de personnes et d'organisations comme Fanm Eklere ont leurs limites. Ces personnes ont besoin de réponse dans la durée, d'un toit, de travail», plaide Mme Pierre, présidente fondatrice de Fanm Eklere.

Une solidarité qui augure peut-être des jours meilleurs

Nombreux sont ceux et celles qui croient que ce fort mouvement de solidarité augure des jours meilleurs pour le pays le plus appauvri d'Amérique. Et Jean Marie Théodat, professeur et maître de conférences à l'Université Paris 8, en fait partie. «Ce mouvement s'explique par la solidarité mutuelle et l'empathie profonde des Haïtiens et Haïtiennes pour leurs parents, amis ou famille. La sociabilité est empreinte de réelle entraide au quotidien entre les gens, même sans catastrophe. C'est de bon augure pour notre capacité à faire face ensemble à ses problèmes de fond et à laisser de côté nos différences et nos différends lorsque les circonstances l'exigent», soutient le professeur Théodat. Pour lui, en dehors des périodes d'urgence, il faut des organisations et associations qui entretiennent la flamme. «Il faut entretenir un personnel spécialisé par des conditions de travail stables, du matériel fiable et une professionnalisation de la carrière de secouriste pour arriver à de vrais résultats», avance-t-il.

Sans vouloir comparer les modèles, le professeur Théodat tient à alerter sur les risques de l'aide humanitaire dans un pareil contexte. «Un afflux de

nouveaux variants de Covid-19 à la faveur de l'afflux de secouristes étrangers. Il faut craindre que l'aide ne nourrisse une fois de plus les ONG au détriment de l'Etat central. Il faut éviter que l'argent ne disparaisse dans les poches des intermédiaires qui interceptent l'aide avant qu'elle n'arrive à ceux et celles qui en ont le plus besoin», explique-t-il, affirmant qu'il voudrait que ce séisme serve de leçon aux autorités de son pays pour qu'elles comprennent la nécessité d'anticiper la catastrophe au lieu de toujours courir après l'aide internationale.

«Les circonstances actuelles, avec la crise environnementale qui s'aggrave, les tensions dans le Proche et le Moyen Orient, L'Afghanistan, le Liban, les tensions entre les États-Unis, d'un côté, la Russie, l'Iran, la Turquie et la Chine de l'autre, les relations internationales traversent une phase de turbulence qui n'est pas favorable à l'afflux d'aide internationale comme en 2010. Il faut savoir compter sur ses propres forces, sinon, l'État n'existe pas», conclut-il.

Milo Milfort / K2D

Haïti, les catastrophes naturelles et les Caraïbes

TABEAU 1

Comparaison des fréquences et impacts des catastrophes naturelles en Amérique Centrale et aux Caraïbes, 1971-2014

Pays/groupe	Nombre de catastrophes naturelles	Nombre de catastrophes par année	Nombre de catastrophes par millier de km ²	Nombre de catastrophes par million d'habitants	Nombre de décès par million d'habitants	Total des dommages au PIB
Haïti	137	3,1	5	13	23 427	1,776
Haïti hors séisme 2010	136	3,1	4,9	13	1 855	0,22
République dominicaine	60	1,4	1,2	6	311	0,05
Jamaïque	34	0,8	3,1	13	102	-
Nicaragua	66	1,5	0,5	11	2 363	0,33
Honduras	70	1,6	0,6	9	3 298	0,40
El Salvador	51	1,2	2,5	8	687	0,34
Guatemala	82	1,9	0,8	5	1 754	0,12
Costa Rica	58	1,3	1,1	12	72	0,04
Panama	46	1	0,6	12	80	0,01
Autres pays des Caraïbes*	129	2,9	0,3	30	86	0,19

* Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Guyane, Suriname, Dominique, Saint-Kitts-Et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Trinité-et-Tobago. Moyenne simple.

Source : Banque mondiale,

Haïti : des opportunités pour tous – diagnostic-pays systématique, Mai 2015

Haïti est un des pays du monde les plus exposés aux catastrophes naturelles — ouragans, inondations et séismes. De tous les pays des Caraïbes, Haïti est celui qui subit le plus grand nombre de catastrophes par kilomètre carré (tableau 1.1). En 2008, les tempêtes tropicales et les ouragans ont entraîné dans ce pays des pertes évaluées à 15 % du PIB. Le séisme du 12 janvier 2010 a entraîné la mort de 220 000 personnes, forcé le déplacement de 1,5 million de personnes, et provoqué des destructions d'une valeur équivalant à 120 % du PIB. Ces catastrophes

ont tendance à toucher en plus grands nombres les populations pauvres et marginales installées dans les zones inondables et sur la côte, notamment dans le cas des tempêtes tropicales où presque 50 % des dommages et des pertes dans les secteurs productifs se sont concentrés dans le secteur de l'agriculture. Les données historiques disponibles conduisent globalement à conclure que les catastrophes liées aux conditions météorologiques auraient entraîné des dommages et des pertes annuels estimés à environ 2 % du PIB de 1975 à 2012.

Le tourisme comme levier de croissance inclusive ?

«Le tourisme pour une croissance inclusive», est le thème retenu cette année pour la 41^{ème} célébration de la Journée mondiale du Tourisme (JMT). En Haïti, c'est le Premier ministre Ariel Henry qui a présidé le lundi 27 septembre 2021 une cérémonie tenue à la Maison Dufort dans la capitale, Port-au-Prince. Cette nouvelle célébration de la JMT s'est déroulée dans un contexte où le tourisme est réduit à sa plus simple expression dans un pays en proie à des crises sociopolitiques et économiques à répétition.

Ateliers, discussions, signature de protocoles d'accord et des présentations sur divers sujets ayant trait au thème choisi, ont marqué cette journée. Jadis pionniers du tourisme dans la région caribéenne, Haïti a du pain sur la planche pour se replacer sur la carte touristique mondiale. C'est peut-être ce qui a poussé le chef du gouvernement haïtien à inviter les acteurs du secteur à engager de sérieuses réflexions sur une reprise harmonieuse et réfléchie qui intègre le plus grand nombre de concernés.

Outre ces états généraux du tourisme avant la lettre évoqués, le Premier ministre estime que la diversité, la spécificité et la richesse des destinations locales ne dépendent pas uniquement des lieux d'hébergement ou de restauration. «Mais, surtout et avant tout, des attractions locales, des artisans, des pêcheurs et des guides touristiques locaux, entre autres, qui participent à un niveau ou à un autre, à l'animation de la destination.»

Aux yeux d'Ariel Henry, la relance du secteur touristique doit être pragmatique. Pour agir, il croit que nous avons besoin, avant tout, de données fiables. La collecte d'informations sur le terrain est une activité essentielle à la planification de la relève touristique. A ce titre, dit-il, les universités et les centres techniques de formation peuvent être mis à profit pour collecter, analyser et traiter les données.

«Tourisme et relèvement régional» débattu avec l'ancienne ministre du Tourisme, Marie-Christine Stephenson, «la gouvernance du secteur», «les



Célébration de la Journée mondiale du Tourisme

bénéfices de l'inclusion pour la croissance du secteur touristique» avec Etzer Emile, «les méfaits des turbulences sur le tourisme haïtien, ajouté aux catastrophes naturelles et des perspectives pour une relance du secteur», présenté par Raina Forbin, présidente de l'Association Touristique d'Haïti, sont quelques-uns des panels de l'événement du 27 septembre 2021.

Profitant de la célébration de cette JMT 2021, la ministre du Tourisme et des Industries créatives, Luz Kurta Cassandra François a signé deux protocoles d'accord avec des partenaires du secteur. Le premier concerne un mémorandum d'entente signé avec le recteur de l'Université d'État d'Haïti (UEH), Fritz Deshommes au profit de l'IERAH/ISERSS pour permettre l'implication de l'UEH dans les activités d'identification, de protection et de valorisation du patrimoine touristique et culturel sur le territoire national. Et l'autre avec Réseau National des Promoteurs du Tourisme solidaire (RENAPROTS) pour l'élaboration d'un plan de développement du tourisme rural communautaire dans le département des Nippes.

À l'occasion de la célébration de la JMT 2021, le Groupe d'Appui et de Réflexion sur le Tourisme haïtien (GARTH), une organisation du secteur privé, salue l'effort des valeureux acteurs touristiques à tous les niveaux qui ne cessent de croire à une

nouvelle Haïti par la croissance de son tourisme. Dans un communiqué où il plaide en faveur de la mise en place d'une stratégie inclusive, le GARTH dit croire que ce dévouement manifeste à travailler pour un développement d'Haïti produira des effets dans un temps pas trop lointain.

À l'échelle mondiale, le tourisme est l'un des secteurs économiques les plus importants. Il emploie une personne sur dix selon l'OMT sur la

planète et assure des moyens de subsistance à des centaines de millions d'autres. Pourtant, les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur le tourisme pourraient entraîner une perte de plus de 4 000 milliards de dollars pour l'économie mondiale et les experts du tourisme ne s'attendent pas à retrouver les niveaux d'arrivée antérieurs à la pandémie avant 2023 ou même plus tard.

Le mécanisme Covax tourne à faible régime

S'il existe encore un mot pour décrire la répartition des vaccins anti-Covid-19 dans le monde c'est bien une «inégalité» criante entre pays riches et ceux à faible revenu. Au premier moment de la pandémie, les premiers se sont lancés dans une course effrénée dans la recherche du vaccin. Puis vinrent les essais et les homologations. L'efficacité des vaccins varie d'un pays à un autre. Mais l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) s'en est chargée avec ses forces et ses faiblesses. Le système Covax est censé permettre à 92 États et territoires défavorisés de recevoir gratuitement des vaccins financés par des nations plus prospères.

Le 14 juillet de l'année en cours Haïti avait reçu quelque 500 000 doses de vaccins COVID-19 donnés par les États-Unis par le biais du mécanisme COVAX. Notre pays était le quatrième de la région à recevoir ces dons, après le Honduras, le Salvador et la Bolivie, avec un total de 4.008.000 doses livrées à cette date. Début septembre 2021, hormis des problèmes de stratégies vaccinales en Haïti, dans des pays d'Afrique, en Amérique latine ou dans d'autres territoires devant bénéficier du mécanisme, la disponibilité insuffisante du vaccin est à déplorer.

Les fondateurs de Covax dénoncent régulièrement l'inégalité criante dans l'accès à la vaccination entre



Moderna COVID-19 COVAX dose

les populations des pays pauvres et celles des pays riches. Dans un communiqué conjoint, ils ont souligné que l'inégalité d'accès reste «inacceptable», avec seulement 20 % des habitants des pays à revenu faible et moyen inférieur qui ont reçu une première dose de vaccin, contre 80 % dans les pays à revenu élevé et moyen supérieur.

Pour sa part, Covax n'a pour le moment pu distribuer que 243 millions de doses dans 139 pays défavorisés, a indiqué en conférence de presse Ann Ottosen, de la division des approvisionnements du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), en conférence de presse. «La plupart des pays du monde ont maintenant reçu des doses de Covax. Ce n'est que le début», a assuré pour sa part le Dr Seth

Berkley, qui dirige Gavi. «Nous prévoyons de disposer de 1,1 milliard de doses supplémentaires à livrer d'ici la fin de l'année», a-t-il annoncé.

Selon ses dernières prévisions publiées le mercredi 7 septembre 2021, Covax espère disposer d'un total de 1,425 milliard de doses en 2021, alors que le système tablait initialement sur deux milliards. Covax espère désormais atteindre cette échéance au premier trimestre de 2022. Les pays pauvres participant à Covax recevront la grande majorité des plus de 1,4 milliard de doses cette année (1,2 milliard), «ce qui est suffisant pour protéger environ 20 % de la population, soit environ 40 % des adultes de ces pays, sans prendre en compte l'Inde», a expliqué M. Berkley.

Mais avant tout, soyons de bonne foi : les intentions qui ont sous-tendu la création du mécanisme COVAX étaient plutôt louables. À l'été 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a pris les choses en main pour promouvoir un accès équitable aux doses de vaccins dans un effort sincère pour éviter un monde à deux vitesses dans la lutte contre le Covid-19.

L'idée était de mettre en place un mécanisme collectif pour mener les négociations avec les laboratoires fabriquant les vaccins et ainsi éviter une envolée des prix dans un contexte de crise suscitée par une très forte demande.

Pour parler crûment : d'un côté, plusieurs milliards de doses étaient/sont nécessaires, et de l'autre, les chaînes d'approvisionnement existantes étaient/sont insuffisantes. L'hypothèse, alors, était qu'un mécanisme multilatéral puissant permettrait

de réguler efficacement la demande, tout en respectant la stratégie de l'OMS sur l'établissement de priorités en matière de vaccination.

Au début de la pandémie, tous les pays étaient initialement concernés par le COVAX, indépendamment de leur revenu. Dire que cette approche équitable n'a pas survécu au protectionnisme mondial serait un euphémisme. Dès février 2021, la grande majorité des rares doses de vaccins disponibles avaient été précommandées par la poignée de pays pouvant se le permettre, sur fond d'accords bilatéraux. Malgré les grands espoirs placés dans le mécanisme COVAX, son utilisation concrète a rapidement accusé un retard important comme l'a attesté le faible volume de pré-commandes passées via ce canal. Les États les plus puissants sur le plan économique n'ont pas tardé à faire cavalier seul, préférant négocier directement avec les laboratoires. Cela a eu pour effet de modifier la physionomie initiale du dispositif, et COVAX s'est transformé en un instrument d'aide destiné exclusivement aux pauvres.

Dans cette course à la vaccination, COVAX aura donc manqué à la fois d'une impulsion claire de sa gouvernance et d'une capacité financière indépendante pour se donner les moyens de naviguer sereinement dans une arène géopolitique clairement dominée par les pays où les fabricants de vaccins sont établis.

Sources combinées : AFP/Midi Libre/La Presse de Montréal/ Huffington Post/OPS



Haiti : Dans les méandres des dépenses publiques liées au Covid-19

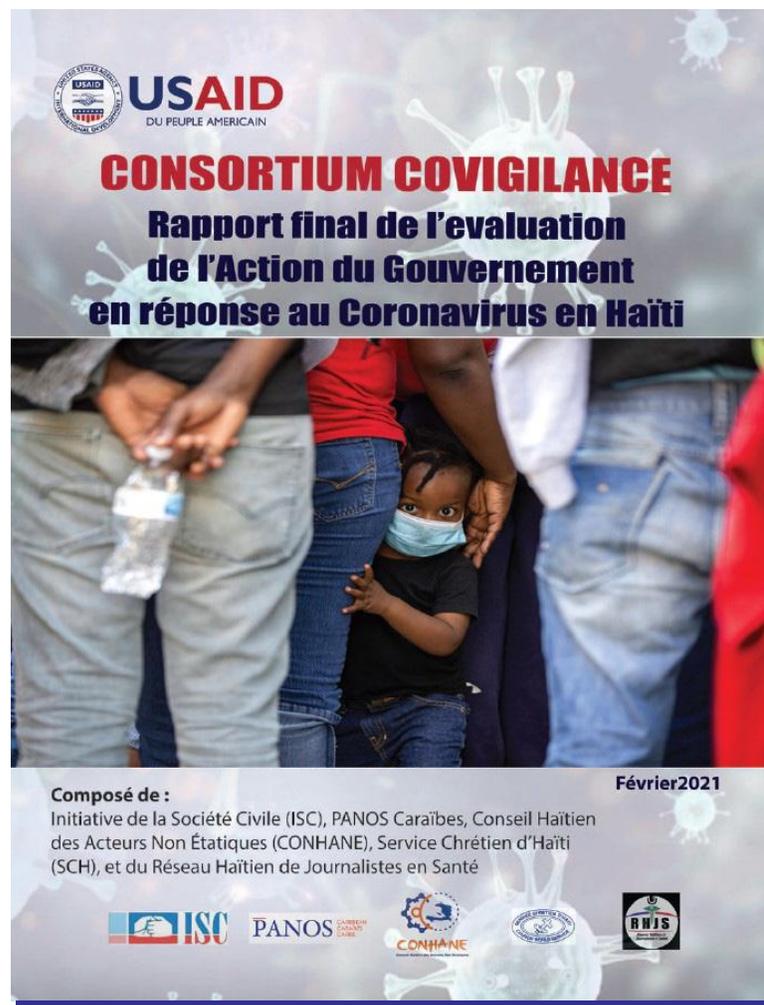
Grâce à une aide financière et aussi technique reçue de Research Triangle Institute (RTI), qui exécute le Projet Gestion Efficace des Ressources de l'État (GERÉ), financé par l'USAID, le consortium dénommé «COVIGILANCE», constitué de cinq organisations de la société civile, à savoir l'Initiative de la société civile (ISC), le Conseil haïtien des acteurs non étatiques (CONHANE), le Service chrétien d'Haïti, Panos Caraïbes, le Réseau haïtien des journalistes de la santé (RHJS), a conçu un projet d'évaluation formative de l'Action du Gouvernement en Réponse au Coronavirus.

L'objectif ultime de ledit projet étant de s'assurer que les fonds tirés du Trésor public soient bien utilisés, sans gaspillage, sans détournement et avec efficacité, en répondant aux besoins les plus pressants de la population dans un contexte global où le pays éprouve toutes les peines du monde à lutter efficacement contre la corruption.

Ce consortium est donc né de l'urgente nécessité pour ce secteur de la vie nationale haïtienne de s'organiser afin de faire un suivi rigoureux de l'utilisation des fonds tirés du Trésor public.

C'est dans ce cadre précis de suivi des dépenses publiques que le consortium «COVIGILANCE» a publié un rapport sur l'action du gouvernement en lien avec sa réponse à la pandémie de Covid-19 sur la période allant du 25 mars au 31 octobre 2020, en mettant l'emphase particulièrement sur les décaissements effectués par le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et en prenant en compte les institutions bénéficiaires.

Le consortium «COVIGILANCE» s'est surtout attelé à faire ressortir la transparence des opérations, le respect des procédures administratives et des exigences légales dans l'utilisation des ressources financières disponibles et à l'application et l'efficacité des stratégies et plans adoptés.



La méthodologie consistait en effet d'une part à faire une revue documentaire portant sur les aspects opérationnels et financiers concernant les dispositions adoptées par le gouvernement pour faire face aux impacts négatifs du coronavirus et d'autre part à mener une enquête de terrain afin de jauger directement l'application et l'impact de ces mesures.

Durant la période susmentionnée, le MEF a décaissé pour la Covid-19 un montant de 2 247 220 289 gourdes et un autre montant de 34 202 718,30

dollars américains. Ces deux montants sont ainsi répartis en termes de pourcentage entre les différentes institutions bénéficiaires suivantes: ministère de la Santé Publique et de la population (MSPP), 68.4%; ministère de l'Environnement, 0.49% ; ministère des Travaux publics Transports et Communications, 3.64%; ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP), 8.27%; Service national de gestion des résidus solides, 0.82%; Fonds d'assistance économique et sociale (FAES) 15.8%.

Dans l'ensemble, «COVIGILANCE» admet n'avoir pas eu de difficultés à accéder aux informations techniques et opérationnelles au niveau des ministères et des organismes spécialisés bénéficiaires des crédits. Toutefois, l'accès aux documents comptables s'est révélé plus difficile et a varié en fonction des ministères et des organismes, ont confié les auteurs du rapport.

Au terme de ce travail d'audit, un ensemble de recommandations ont été formulées par le consortium, qui anime une plateforme de la société civile, constituée de 27 associations issues de 20 secteurs de la société civile. Les recommandations s'adressent notamment à la société civile, au Parlement, aux institutions de contrôle et aux ministères.

Tout d'abord, le consortium exhorte la société civile à lancer un grand plaidoyer pour que soit votée, lorsque le Parlement sera de nouveau fonctionnel, une loi sur le libre accès à l'information. «Il existe déjà une proposition de loi en souffrance au Parlement. Il faudra la réactualiser afin d'obliger les responsables d'État à fournir les informations qui permettront aux citoyens d'exercer pleinement leur rôle de vigilance», réclame le consortium.

À la Commission nationale des marchés publics (CNMP), il est demandé de «mettre à jour sur son site la liste des marchés passés sous l'égide de la loi d'urgence. Les derniers marchés en date qui y figurent sont de 2010-2011». En outre, pour éviter à l'avenir les confusions entre les rôles de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA) et la CNMP, l'exécutif et le Parlement devraient améliorer la rationalité et la cohérence du système de contrôle des finances publiques.

«La CSC/CA ne devrait pas intervenir a priori, ce qui la rendrait juge et partie; elle devrait plutôt intervenir a posteriori. La CNMP pourrait intervenir pour donner son avis sur les marchés publics. Il faudrait à ce moment que la CNMP devienne une institution indépendante qui ne soit pas sous la tutelle de la Primature», recommande une nouvelle fois «COVIGILANCE».

S'agissant des ministères, les cinq organisations de la société civile estiment qu'ils «pourraient mieux coordonner l'aide en impliquant les autorités et leaders communautaires, afin que les personnes les plus affectées soient les bénéficiaires».

Les ministères et organismes en charge du social, poursuivent ces dernières, devraient mieux évaluer les besoins de la population afin que leurs principales préoccupations soient prises en compte dans les opérations d'urgence.

À noter que la crise sanitaire provoquée par la pandémie de coronavirus a touché Haïti dans un contexte où l'ensemble des institutions sanitaires du pays ne comptaient que 124 lits de soins intensifs et 47 respirateurs pour plus de 11 millions d'habitants.

Les constructions anarchiques minent la production agricole dans la plaine des Gonaïves

Cet article est une transcription d'un reportage multimédia réalisé par le journaliste et correspondant de RFI aux Gonaïves, Ronel Paul, aussi membre de la salle des Nouvelles de Référence FM (105.9) et du site d'informations Zoomhaitinews.com. Son reportage « Les effets de l'urbanisation et des constructions anarchiques sur la production agricole en Haïti, notamment dans la plaine des Gonaïves » a remporté le trophée du concours de reportages économiques (Catégorie multimédia) organisé par l'AHJEDD.

Haïti est dépourvu de plan d'urbanisation. Les gens en profitent pour construire n'importe où et les espaces cultivables ne sont pas épargnés. La plaine des Gonaïves, jadis considérée comme l'un des greniers du département de l'Artibonite, est aujourd'hui devenue une cité résidentielle. Considérant qu'Haïti est un pays essentiellement agricole, cette urbanisation non contrôlée a de grandes conséquences sur la production agricole et par ricochet, sur l'économie d'Haïti dans une certaine mesure.

Nous sommes à Grand-mont, une localité de la première section dénommée Pont Tamarin dans la plaine des Gonaïves, où l'on pratique notamment la riziculture.

Depuis plus de 10 ans, en lieu et place des rizières, de grandes maisons s'implantent et s'ensuit naturellement dans la zone des lots de magasins de matériaux de construction.

Lader Alexis, âgé de 32 ans et père de cinq enfants, pratique le repiquage de riz depuis son plus jeune âge sur les champs des riziculteurs en échange de rémunération. Une activité qui lui avait permis de prendre soin de sa famille. Mais depuis quelques années, son travail est considérablement réduit. «En temps normal, toutes ces terres devraient déjà être repiquées. Moi, tout ce que je souhaite: que l'Etat prenne des mesures pour empêcher aux gens de continuer à construire sur les terres agricoles. Même si une personne avait déjà fait l'acquisition d'un lopin de terre, l'Etat devrait l'indemniser et restituer les espaces cultivables», explique le jeune riziculteur, le visage dépité.

La production de riz à Grand-Mont était tellement florissante dans le temps, qu'à elle seule, elle suffisait à nourrir la population gonaïvienne, à en



Ronel Paul
Journaliste reporter

croire Edouard Jean, un riziculteur qui observe avec stupéfaction la construction incessante des maisons dans des espaces qui autrefois étaient réservés à produire des tonnes de riz. « Ou pa wè se kay kounya tè yo plante, olye otorite yo te ede nou pou evite moun fè kay sou tè yo ! Paske tout kay wap gade la yo se jaden ki te la.»

Se remémorant les années 90, le quinquagénaire se rappelle de la prospérité agricole de Grand-mont. «Tout tè sa yo nèt te konn fè diri. Lè w pase la ou wè patat, bannann. Ou pat ka pote 2 patat ki soti nan tè sa yo», se plaint Edouard Jean.

Mais comment ces maisons sont-elles arrivées sur les rizières de Grand-Mont?

L'agriculture haïtienne est saisonnière. Elle est dépendante entièrement de la nature. Avec le phénomène «El Nino» provoqué par les changements climatiques, la sécheresse s'est emparée d'une bonne partie du pays. Ne disposant pas d'autres moyens que la pluie pour arroser leurs terres, certains paysans ont vendu quelques parcelles en vue d'expatrier leurs enfants, regrette

Rosemond Luc, coordonnateur de l'organisation paysanne KOZEPÈP dans le Haut Artibonite,

«Aujourd'hui nous possédons 19 électro-pompes dans la plaine des Gonaïves, ce qui ne représente absolument rien. Car ce nombre insignifiant de pompes n'alimentent que leurs périmètres et ne peuvent fonctionner que durant 8 heures par jour», poursuit le syndicaliste, qui estime que l'État haïtien est un catalyseur de ce phénomène pour avoir construit une route de contournement de la ville des Gonaïves, de Pont Gaudin, entrée ouest des Gonaïves, à Carrefour Joffre, sortie nord des Gonaïves, au détriment d'une grande partie des terres agricoles.

Selon un rapport de la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) publié en 2020, plus de quatre millions d'Haïtiens se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Une situation aggravée par le Covid-19, mais provoquée par l'appréciation du dollars par rapport à la gourde et surtout, par la baisse de la production agricole occasionnée par la sécheresse. Ajouter à cela, la construction anarchique dans la plaine des Gonaïves complique davantage la situation. Pourtant, la mairie est incompétente à prendre des mesures pour freiner ce phénomène, explique le professeur Kesler Pierre-Charles, directeur général de la mairie des Gonaïves. «Comment la mairie des Gonaïves peut intervenir pour empêcher quelqu'un de construire sur un espace qu'il a lui-même fait l'acquisition?», s'interroge le professeur Pierre-Charles.

La plaine des Gonaïves s'étend sur 8 000 hectares et peut générer six à dix milliards de gourdes par an,

souligne le professeur Pierre Poitevien dans son livre coécrit avec l'agronome Thomas Jacques, intitulé «Gonaïves: Enjeux et défis de développement local et endogène». Pour parvenir à ce chiffre d'affaires, il nous faudrait un plan d'aménagement du territoire, explique le professeur Pierre Poitevien, doyen de la Faculté des Sciences économiques à l'Université Publique de l'Artibonite aux Gonaïves (UPAG).

M. Poitevien estime que le phénomène de la disparition des terres agricoles en Haïti se situe à plusieurs niveaux; d'abord par l'absence de plan d'aménagement.

«On ne vit pas sans un plan. Un plan de développement, c'est ce qui devrait nous conduire dans un système d'aménagement territorial. On devrait dire : voici les zones qui seront habitées et quelles zones de production agricole en fonction des besoins de la population.» Jusqu'à présent, Haïti n'a toujours pas de plan d'aménagement du territoire, regrette l'expert en administration internationale. «Les collectivités se développent dans le plus grand désordre», conclut-il.

Suite à l'assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021, la République dominicaine avait fermé sa frontière avec Haïti. Deux semaines seulement ont suffi pour constater une pénurie de produits alimentaires au marché communal des Gonaïves. Un signe manifeste des impacts de la disparition des espaces agricoles dans la cité de l'Indépendance. Malgré notre insistance, aucun responsable de l'Organisme pour le Développement de la vallée de l'Artibonite, ODVA, n'a voulu intervenir sur ce sujet pourtant crucial pour l'économie du pays.



INFAC, pionnière de la numérisation de l'enseignement en Haïti

Dans le souci de pallier le problème criant de paralysie en permanence du système éducatif Haïtien, et aussi pour adresser le coût exorbitant des formations professionnelles et universitaires, l'Institut international de Formation Académique (INFAC), propose son programme de formation en ligne incluant cours spécifiques et programmes d'études.

Ce projet mise à exécution par un groupe de professionnels et d'experts se veut très innovant. Il cible toutes les catégories sociales du pays y compris des étrangers qui aspirent à se former d'avantage.

L'interminable crise politique Haïtienne et l'avènement du nouveau Coronavirus ont mis à nu les limites du système éducatif Haïtien. En proie à des arrêts imprévisibles et permanents (grèves à répétition, manifestations, blocages des rues, etc.), le système scolaire peine à s'adapter à tous ces soubresauts et montre l'urgente nécessité de plus en plus prononcée de se moderniser. D'où l'importance du numérique comme alternative sûre et nouveau moyen d'apprentissage.

INFACONLINE (URL:www.infaconline.com) est donc cette plateforme pédagogique permettant aux apprenants d'acquérir de nouvelles connaissances et de développer des compétences et de nouveaux talents. Elle est l'œuvre de toute une équipe de professionnels Haïtiens et étrangers ayant de l'expertise dans différents domaines tels que: l'Économie, la Finance, la Technologie, l'infographie, le Cinéma. Elle a été créée en décembre 2019 et est basée à Fort-Lauderdale aux USA.

La mission de INFAC est claire: Fournir des cours et des programmes de masse entièrement en ligne aux pays en voie de développement où l'éducation de qualité reste un défi. Elle propose des cours adaptés à l'ère numérique caractérisée, entre autres, par l'incertitude et le changement continu.

«INFAC propose des cours et des programmes qui tiennent compte de la réalité du monde



Logo INFAC

d'aujourd'hui. Nous pensons que nos programmes de spécialisation, adaptés à la réalité Haïtienne, aideront à améliorer le niveau d'éducation de nombreuses personnes, ce qui apportera à son tour du sang neuf à la communauté dans son ensemble. Ceci permettra sans aucun doute l'émergence de nouveaux profils participatifs d'hommes et de femmes possédant les connaissances et le savoir-faire appropriés pour apporter des solutions aux nombreux défis auxquels le pays est confronté», confie l'un des responsables de ce projet.

INFAC, selon le responsable, est une garantie. «Nos programmes de spécialisation ainsi que nos cours ont été soigneusement conçus par une équipe de professionnels chevronnés ou d'experts en gestion, éducation, économie, technologie pour n'en citer que quelques-uns. Certains de nos enseignants sont également membres du Conseil académique (CAC) chargé d'assurer la qualité de l'enseignement dispensé et de valider les certificats et diplômes ».

Même si le chemin qui reste à parcourir soit très étendu, les responsables de INFAC sont très optimistes. Les premiers signes montrent un avenir certain et des engouements satisfaisants. «Nous avons enregistré plus de 5,000 étudiants potentiels, dont à peu près 50% sont soit des étudiants actifs, soit des diplômés», conclut l'initiateur de ce projet plein d'avenir.

L'USAID fourni 5,5 millions de dollars à l'OIM-Haïti

L'administration Biden a reconnu, le mercredi 29 septembre 2021, avoir fourni 5,5 millions de dollars à Haïti pour aider à soutenir les demandeurs d'asile expulsés de Del Rio, au Texas, mais elle a rejeté les informations selon lesquelles elle avait "payé" Haïti pour reprendre ses migrants. "Ce n'est pas vrai", a déclaré l'attachée de presse de la Maison blanche, Jen Psaki, dont les propos sont relayés par la Voix de l'Amérique. Un porte-parole du département d'État a déclaré que l'argent irait au soutien d'une agence des Nations Unies qui aide les 4 000 déportés pendant leurs premiers jours de retour en Haïti. «Les États-Unis fournissent une aide de 5,5 millions de dollars pour soutenir l'accueil des ressortissants haïtiens de retour en Haïti», a déclaré le porte-parole. Le Primature haïtienne, via son compte Twitter, a démenti l'information et a fait savoir que ce fonds a été directement reçu et géré par l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM).

Le budget rectificatif enfin publié

Le décret établissant le budget rectificatif de la République d'Haïti pour l'Exercice 2020-2021, a été publié dans le journal officiel, Le Moniteur, le 16 septembre 2021, soit deux semaines avant la fin de l'exercice. Le budget rectificatif s'élève à 193 milliards de gourdes. Le journal Le National souligne qu'en comparaison aux ressources qui ont été prévues dans le budget initial toujours pour l'exercice fiscal 2020-2021 qui s'élevaient à 254 704 000 000 de gourdes, en raison d'une baisse de 67 704 000 000 de gourdes. D'après le décret, il y a environ 96 438 046 889 gourdes qui concernent les ressources internes, alors que les concours des partenaires extérieurs sont attendus à hauteur de 23 882 106 107 soit un montant de 3 905 606 706 gourdes d'appuis budgétaires pour 19 996 500 000 aux titres de dons, d'emprunts et de projets.

Des planteurs de l'Artibonite en colère

Depuis environ un mois dans plusieurs communes du département de l'Artibonite, des paysans et

membres d'organisations de planteurs ont entrepris des mouvements de protestation contre la hausse du prix de l'engrais sur le marché informel comme dans les magasins agricoles et la non-irrigation des terres cultivables. Constatant qu'aucune suite n'a été donnée, ils menacent d'intensifier leurs mouvements afin de forcer l'Etat haïtien à répondre à leur demande. Dans la commune de Desdunnes, des planteurs issus de plusieurs organisations ont tenu, un sit-in afin d'attirer l'attention de l'État haïtien et des responsables de l'ODVA sur les différents problèmes auxquels ils font face depuis plusieurs années. Selon ces planteurs rapportés dans Le Nouvelliste, le non-curage des canaux d'irrigation, la hausse et l'instabilité du prix de l'engrais les empêchent de tirer bénéfice de leurs terres.

Du travail accompli en faveur du développement menacé

D'après les résultats peu encourageants d'un nouveau rapport publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la pandémie de covid-19 a freiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et sapé des décennies de travail en faveur du développement. Selon ledit rapport publié le 22 septembre 2021, «Le constat est alarmant: les progrès réalisés au titre de nombreuses cibles des ODD ont été défaits, ce qui a des conséquences majeures sur tous les aspects du développement durable et rend la concrétisation du Programme 2030 encore plus difficile», explique le statisticien en chef de la FAO, Pietro Gennari.

Des emplois perdus dans l'économie

Le taux de chômage en Haïti a été officiellement de 30% en 2019-2020 selon les données exposées par le gouvernement dans le Plan de relance économique Post-Covid-9 (décembre 2020). Dans une tribune publié le 29 septembre 2021 dans les colonnes du quotidien Le Nouvelliste, l'économiste Enomy Germain rappelle que le gouvernement se

donnait comme objectif de créer 17 500 emplois en 2021 pour faire passer le chômage à 29.2% au 30 septembre 2021. Il n'y a pas de statistiques pour évaluer cet objectif de création du gouvernement pour 2021, mais on peut facilement comprendre que l'objectif n'a pas été atteint. Selon Enomy Germain, l'économie a même perdu des emplois, notamment dans le grand Sud ravagé par le tremblement de terre où 2/3 des dégâts et pertes sont subis par le secteur privé selon les évaluations préliminaires de la banque mondiale. Des pertes d'emplois doivent être aussi enregistrées au niveau des entreprises forcées de fermer leurs portes en raison de l'insécurité grandissante.

L'insécurité ennemie des objectifs budgétaires

La paralysie des activités économiques dans les principales artères commerciales avec pour conséquence une contre-performance dans la mobilisation des recettes par rapport aux objectifs de la période, rendant impossible l'atteinte des objectifs à fin septembre. Cette situation est imputable à la détérioration du climat d'insécurité généralisée qui sévit dans le pays, depuis tantôt une année. De plus la recrudescence de la violence liée aux gangs et des cas d'enlèvement contre rançon. Selon le document budgétaire (rectificatif) rendu public par le ministère de l'Economie et des Finances, pendant trois ans consécutifs, l'économie haïtienne connaît une contraction du PIB. Les projections de croissance de +2,4% ne sont plus d'actualité. Une contraction du PIB de -0,9% est annoncée dans le budget rectificatif publié récemment par le gouvernement dirigé par Ariel Henry.

La BM approuve un don de 75 millions de dollars pour Haïti

Un don d'une valeur totale 75 millions de dollars américains- de l'Association internationale de développement (IDA) pour le Projet Emplois dans le

secteur privé et transformation économique (PSJET) en Haïti- vient d'être approuvé par le conseil d'administration de la Banque mondiale, c'est ce qu'a annoncé l'institution le mardi 28 septembre 2021. Selon la banque mondiale, ce projet vise à contribuer à la demande de travail en soutenant les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Les principaux résultats attendus dans le cadre de ce projet incluent un accompagnement fourni à 4 000 entreprises, une résilience accrue de 51 000 emplois et la création d'environ 10 000 emplois.

Augmentation record des prix alimentaires mondiaux

Les prix alimentaires mondiaux ont grimpé de près de 33 % en septembre 2021 par rapport à la même période de l'année dernière. C'est ce que révèle l'indice mensuel des prix alimentaires de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, qui a également constaté que les prix mondiaux ont augmenté de plus de 3 % depuis juillet, atteignant des niveaux jamais vus depuis 2011.

L'indice des prix alimentaires est conçu pour enregistrer le résultat des variations combinées d'une série de produits alimentaires, notamment les huiles végétales, les céréales, la viande et le sucre, et les comparer d'un mois à l'autre. Il convertit les prix actuels en un indice, par rapport aux niveaux de prix moyens entre 2002 et 2004.

Il s'agit de la source standard pour le suivi des prix alimentaires, les prix nominaux, comme on les appelle, ce qui signifie qu'ils sont ajustés en fonction de l'inflation.

Alors que les prix nominaux nous indiquent le coût monétaire de l'achat de denrées alimentaires sur le marché, les prix ajustés en fonction de l'inflation (ce que les économistes appellent les prix "réels") sont beaucoup plus pertinents pour la sécurité alimentaire : la facilité avec laquelle les gens peuvent avoir accès à leur propre alimentation.

Retrouvez toutes les éditions de
DevHaiti sur
www.ahjedd.org
www.papyrushaiti.com
www.grouppcroissancehaiti.com

Une production:



Le magazine DevHaïti est produit par le Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.
Tous droits réservés.